

SMITH, David J. *Estonia, Independence and European Integration* Londres et New York, Routledge, serie « Postcommunist States and Nations », 2001, 196 p.

Louis Clerc

Volume 33, numéro 2, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704432ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704432ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Clerc, L. (2002). Compte rendu de [SMITH, David J. *Estonia, Independence and European Integration* Londres et New York, Routledge, serie « Postcommunist States and Nations », 2001, 196 p.] *Études internationales*, 33(2), 398–402.  
<https://doi.org/10.7202/704432ar>

à présent la montée en puissance de la Chine continentale comme une nouvelle menace pour les États-Unis. Il examine de manière systématique les différents composants de la « puissance » chinoise ainsi que ses relations avec la Russie, le Japon et les deux Corées. Tout un chapitre est consacré à la politique américaine de la Chine populaire. L'auteur y analyse par le menu les motivations profondes de cette politique ; la manière dont les dirigeants chinois perçoivent le monde de l'après-guerre froide ; leur désir d'éviter tout affrontement avec les États-Unis tout en cherchant à récupérer, par des pressions politiques ou l'intimidation militaire, la province perdue.

Dans la troisième partie, l'auteur consacre quatre chapitres à étudier les différentes postures de la Chine populaire à l'égard de Taiwan. Dans le premier de ces chapitres, il analyse la perception de Taiwan par les dirigeants de Beijing ainsi que la position pour le moins flexible aujourd'hui, des dirigeants taiwanais sur la réunification. Le second chapitre est consacré aux capacités militaires des uns et des autres et aux options militaires possibles. Le troisième chapitre s'étend sur les développements de la politique intérieure taiwanaise (notamment les élections présidentielles de mars 1996, la visite du Dalai Lama, l'instauration d'une démocratie pluraliste) tandis que le quatrième analyse de manière pertinente les problèmes domestiques de la Chine continentale. L'auteur insiste en particulier sur la montée du nationalisme, mais également sur le pragmatisme dont font preuve les dirigeants chinois dans la gestion des problèmes économiques, notamment

par l'utilisation des différentes cartes en leur possession dans le domaine économique (Hong Kong, Shanghai, etc.). Il montre combien la Chine est aujourd'hui plurielle mais toujours empêtrée dans les ultimes vestiges d'un communisme désormais replié sur la sphère politique et auquel la société échappe progressivement.

Dans ses conclusions, Sheng Lijun cherche à décortiquer la politique présente et future de Beijing vis-à-vis de Taiwan. Selon lui, cette politique n'est intelligible que si l'on se réfère à la perception de la situation internationale par Beijing ; aux relations entre les États-Unis, le Japon et Taiwan ; à la politique des dirigeants taiwanais vis-à-vis de la réunification et enfin, à la situation intérieure en Chine continentale. La Chine, constate-t-il, se trouve devant un dilemme. Elle devra tôt ou tard se déterminer par rapport à Taiwan. Ce sera le moment de vérité pour le leadership chinois. Si le réalisme et la sagesse l'emportent, Taiwan « would be a blessing in disguise for China ».

Simon Petermann

*Centre d'analyse politique des relations internationales*

*Université de Liège, Belgique*

### **Estonia, Independence and European Integration**

SMITH, David J. *Londres et New York, Routledge, série « Postcommunist States and Nations », 2001, 196 p.*

Le 23 août 1939, les dirigeants de l'Allemagne nazie et de l'URSS se mettent d'accord pour, en cas de modification territoriale et politique dans les États baltes (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie), fixer « la limite

des zones d'influence de l'Allemagne et de l'URSS » à « la frontière Nord de la Lituanie ». La Pologne, mais aussi les Pays baltes font rapidement les frais des conséquences pratiques de ce partage. L'Estonie, alors indépendante depuis 1918, est envahie en 1940 par l'Armée Rouge puis occupée par les Allemands et enfin reprise en 1944 pour être annexée à l'URSS. Ce que David Smith appelle la « guerre de 50 ans » entamée en 1940 prend fin en 1991, quand l'Estonie retrouve son indépendance dans le cadre de l'écroulement de l'URSS.

Le livre de ce chercheur à l'Université de Bradford, s'il traite de l'Estonie, n'est pourtant pas une histoire de ce pays au 20<sup>e</sup> siècle. L'intérêt est ailleurs : prenant place dans une série traitant de ces transitions en Europe de l'Est, le livre explore la transition post-communiste « à l'estonienne ». Court, il constitue pourtant un excellent outil de connaissance, nourri de l'intimité de l'auteur avec son sujet et d'une grande lucidité par rapport aux problèmes que traverse le pays étudié. Le but ici n'est pas seulement de rappeler les progrès estoniens sur la voie de l'Europe, mais de faire le point sur une situation encore complexe. On y trouve également des sujets de réflexion plus profonds, sur les relations entre l'Europe et la Russie, mais aussi sur l'État-nation et les défis qui se posent à lui. Le peu de publications en France sur les Pays baltes et l'actualité des problèmes de transition en Europe de l'Est rendent d'autant plus intéressante la lecture de ce livre.

L'histoire de l'Estonie, qu'exposent les deux premiers chapitres, peut être vue comme la lente émergence d'une identité nationale que rien ne

rendait évidente, dans un environnement marqué par les empires et le partage de la région entre eux. Au sein des différents ensembles auxquels ils ont appartenu, les habitants de cette région en sont venus, par les étapes complexes d'une construction identitaire, à se considérer comme Estoniens. Les difficultés de cette construction et sa fragilité n'enlèvent rien à sa réalité, et le « réveil national » des années 1819-1917 (*ärkamisaeg*) a en Estonie suivi la tendance générale européenne. La reconstruction d'un passé commun, les coutumes, la langue, des textes fédérateurs (le Kalevipoeg), l'émancipation lente des serfs à la fin du 19<sup>e</sup> siècle... Cette identité se construit selon des lignes qui rapprochent l'Estonie de son voisin nordique, la Finlande. Il est pourtant difficile de voir comment ce mouvement aurait abouti à l'indépendance sans la Première Guerre mondiale et la Révolution Russe. L'Estonie se libère alors de la Russie, au travers d'une guerre à la fois contre les Bolcheviques russes et contre les Allemands. Le nouvel État adopte des institutions démocratiques en 1920. Le mouvement vers l'identité nationale sera aussi interprété comme un « mouvement vers l'Europe », mouvement qui sera évoqué en 1991 dans le cadre de l'espoir du « retour vers l'Europe ».

Ces institutions ont pourtant, par leur instabilité et peut-être aussi le manque d'une certaine maturité politique, du mal à gérer les problèmes du temps. Après la crise de 1929, le modèle économique basé sur l'ouverture au monde et le commerce (modèle danois) se retourne contre l'Estonie. La crise est l'occasion d'une « éclipse de la démocratie libérale » (p. 18). L'Estonie rentre à partir de 1934 dans

une phase de régime autoritaire sous la direction de Konstantin Päts. C'est « l'ère du silence » qui dure jusqu'en 1939. La situation internationale s'impose alors à l'Estonie : après diverses péripéties, l'URSS s'y installe en 1940. Le pays est pris par les Allemands en 1941, mais le vent tourne en 1944 et l'Estonie devient partie de l'URSS dans l'indifférence générale. La résistance armée continue dans les maquis, les « Frères de la Forêt » entretenant une guérilla qui vivote jusqu'à la fin des années 50. David Smith souligne ici de façon très intéressante le rôle de ces événements dans l'émergence du mouvement nationaliste des années 80. Le souvenir de l'indépendance est un arrière-plan mental qui sous-tend le discours nationaliste. Le fait que l'URSS, juridiquement, occupe illégalement l'Estonie donne naissance au concept de « continuité légale », selon lequel le pays, indépendant mais occupé, ne fait pas sécession de l'URSS en 1991 mais retrouve juste ses prérogatives d'État après une « parenthèse » d'occupation.

L'ère soviétique voit les gens se replier sur eux-mêmes, comptant leurs morts après la guerre, les déportations (49 000 déportés par exemple en 1949), les exécutions et l'intégration économique de l'époque stalinienne. C'est la « guerre de 50 ans », l'intégration à l'URSS, l'immigration des Russes venus travailler dans les usines collectives. Le retour à l'autonomie se fait dans le cadre de l'écroulement de l'URSS, à partir du milieu des années 80. Mikhaïl Gorbatchev est un des acteurs de cette période d'agitation nationale dans les Pays baltes, et l'image de lui que renvoient les événements est intéressante. Dans sa gestion du problème balte, il apparaît très réticent aux

indépendances. Il s'y montre constamment opposé, dans ses déclarations mais aussi dans ses actions, puisqu'il prend plusieurs initiatives visant à faire « rentrer dans le rang » les Baltes. La vision de l'Union que Gorbatchev montre alors, apporte à la compréhension du personnage, de sa politique et de la vision soviétique des Pays baltes. L'homme de la Perestroïka se révèle incapable d'envisager le problème national en URSS. En l'écartant, le putsch de 1991 profite au moins aux Estoniens qui saisissent l'occasion pour s'émanciper de l'URSS.

La partie centrale du livre vient après cette présentation historique. Elle essaie d'abord de montrer les caractéristiques principales de la mentalité indépendantiste, puis de faire le point sur les nombreux problèmes posés par la transition post-communiste en Estonie. Les problèmes sont en effet nombreux : ceux liés aux tensions qui existent entre un État-nation ressuscité et qui souhaite s'affirmer et les nécessités d'une intégration dans des organismes transnationaux ; la question des institutions du nouvel État et de l'émergence d'une société civile ; les problèmes économiques de la transition ; enfin le cas de l'imposante minorité russophone installée en Estonie dans le cadre de l'Union soviétique (environ 30 % de la population à l'indépendance). Ces problèmes sont replacés dans le contexte d'un environnement international difficile, marqué par les relations avec la Russie et le « retour vers l'Europe », et l'auteur met en avant de façon assez synthétique les liens d'interdépendance entre ces différentes problématiques.

Dans les domaines économiques, sociaux et institutionnels, le portrait

dressé par l'auteur est le même : si des progrès importants ont été faits, on ne peut pas dire que l'Estonie soit au bout du « chemin vers l'Europe » que lui fixent ses dirigeants. La thérapie de choc développée après 1991 pour privatiser l'économie, relancer la production, assainir le secteur bancaire et développer le rôle commercial du pays a porté ses fruits, mais a eu aussi des coûts sociaux que le pays doit maintenant gérer. L'Estonie garde toutefois des atouts économiques que le livre détaille. Du point de vue des institutions, un équilibre semble avoir été trouvé entre l'instabilité de la constitution de 1920 et son application autoritaire de « l'ère du silence ». David Smith voit plutôt le problème dans les difficultés d'émergence d'une société civile responsable qui adhérerait aux institutions. La confiance est minée selon lui par la présence en politique de comportements peu scrupuleux (la corruption, bien que limitée). Si quelqu'un comme Lennart Meri parvient à remporter l'adhésion, il apparaît ici comme une exception. Pour Smith, la société civile est encore fragile, et sa fragilité limite encore l'adhésion des gens au système, une fois le débat politique devenu « normal » et l'indépendance acquise.

D'un point de vue interne, c'est le problème de la minorité russe qui reste le plus épineux. Les Russes en Estonie, et ce malgré les législations successives (1992, 1995, 1997) et les amendements à celles-ci, restent un gros problème. Problème politique (les Russes sont majoritaires dans le Nord-Est comme à Narva) mais aussi social, juridique (la question du statut de ces personnes), économique (les Russes étaient surtout des travailleurs employés par les usines de l'Union en

Estonie, souvent fermées à présent), mais surtout et avant tout un problème dans les relations internationales du pays. La pression à ce niveau vient non seulement du gouvernement russe qui souhaite voir l'Estonie améliorer le statut des russophones, et utilise abondamment le thème dans ses relations avec Tallinn parfois de façon totalement contre-productive, comme dans le cas des sanctions commerciales. À la page 103, on lit que même les russophones d'Estonie reconnaissent que l'attitude russe est plus dictée par ses intérêts géostratégiques que par l'attention à leur situation. L'Europe (aussi bien l'UE que le Conseil de l'Europe), a souvent fait de l'attitude des Estoniens envers cette minorité le test de leur « européanité ».

David Smith souligne les efforts continus du gouvernement estonien en la matière, mais qualifie le système actuel de « démocratie ethnique ». Si les lois de nationalité respectent juridiquement les standards européens, l'auteur montre qu'avec 30 % de la population d'origine étrangère, on ne peut pas en rester là. Or, le système continue de fonctionner sur la base d'une dominance ethnique des Estoniens « d'avant-guerre » et joue des divisions d'une minorité russe qui pour l'instant n'a pas réussi à s'unir politiquement et culturellement. Ses divisions s'accroissent du fait de l'intégration des Russes par « paquets » au fil des mesures des naturalisations. Sous les pressions internationales, de l'UE ou du Conseil de l'Europe, la législation s'assouplit lentement. L'année 1993 voit par exemple une loi sur les « étrangers » assez restrictive assouplie par le gouvernement avant l'entrée au Conseil de l'Europe. Des

critiques internes commencent également à s'exprimer. Les problèmes restent entiers, et montrent bien l'ambiguïté qui existe entre les réalités internes et l'effet des médiations internationales. Si l'ambiance générale entourant le problème reste très « estonienne », et tourne rarement à l'émeute, la situation reste difficile. L'avis de la Commission européenne de 1997 et les actions souvent désordonnées de la Russie contribuent à faire prendre conscience du problème aux Estoniens. En même temps, ces pressions internationales troublent dans un sens les Estoniens, qui voient leur état à nouveau indépendant déjà soumis à l'influence extérieure. Cette attitude dubitative du peuple estonien peut faire craindre un hiatus entre l'élite, qui souhaite l'intégration à l'Europe comme sanction du « retour à l'Europe » de l'Estonie, et le peuple qui semble avant tout désirer la consolidation de la nouvelle indépendance, sans interventions extérieures.

On ne peut donc pas dire que David Smith cache les difficultés de la situation en Estonie. Si l'image officielle d'une Estonie démocratique et économiquement stable repose sur des réalisations certaines, certains problèmes subsistent, sociaux, ethniques, économiques, politiques et enfin internationaux. Le grand mérite de ce livre est de ne pas cacher ces problèmes tout en reconnaissant les avancées de la décennie 90.

En dehors des aspects spécifiquement estoniens, le livre de David Smith permet de s'interroger sur des questions importantes que le cas estonien illustre. D'un côté, nous avons des problématiques liées à l'élargissement des solidarités euro-atlantiques aux

frontières de la Russie. Dans ce cadre, les Européens se donnent-ils vraiment les moyens de penser leurs relations avec Moscou ? Du côté russe également, l'administration Poutine peut-elle, pour reprendre le titre d'un article du *Time* de juin 2001, pratiquer une politique de *matter over mind* envers ses voisins ex-soviétiques ? La nouvelle situation de coopération entre les États-Unis et Moscou sur les problèmes de terrorisme, que l'on peut espérer voir surgir des ruines du World Trade Center, pourrait être l'occasion d'abandonner un système de discours en termes de sphères d'influence ou de rapports de force.

Le « test estonien » dont parle Smith est aussi un test interne à l'Europe et à ses États-nations. Comment l'Europe va-t-elle gérer ses relations avec des pays qui se sentent européens mais qui ne partagent pas toutes les visions des grands États de l'Europe, et ne veulent pas troquer, pour simplifier, Moscou pour Bruxelles ? Ce défi à l'État-nation par le haut, et les réactions des populations trouvent une illustration intéressante dans le cas estonien. Tous ces problèmes rendent instructive la lecture de ce livre. Le sujet aurait sûrement mérité un ouvrage plus long et plus complet (certaines références doivent être recherchées par ailleurs, n'étant pas clairement éclaircies par le texte), mais ce livre constitue un outil de connaissance précieux sur la situation de l'Estonie des années 90 et les nombreuses problématiques posées par ce pays.

LOUIS CLERC

Doctorant, Département d'histoire politique  
Université de Turku, Finlande